

International

MALI : DE BARKHANE À WAGNER, QUELLE SITUATION SÉCURITAIRE ?

Jean-Baptiste Ronzon

19/05/2022

À la suite de la fin officielle de l'opération Barkhane au Mali, Jean-Baptiste Ronzon analyse l'évolution inquiétante de la situation sécuritaire et politique du pays et interroge la stratégie des autorités maliennes et de leur nouveau partenaire, la Russie.

Comme l'avait affirmé Choguel Maïga, le Premier ministre malien, pour qualifier les relations entretenues par la France et son pays, « il peut y avoir des scènes de ménage, mais je ne crois pas beaucoup au divorce »¹. Finalement, le divorce aura bien lieu.

En effet, neuf ans après le début de l'opération Serval (qui sera remplacée en août 2014 par l'opération Barkhane afin d'étendre son rayon d'action à l'ensemble de la bande sahélo-saharienne), la France et ses partenaires vont quitter le Mali².

L'annonce, officialisée le 17 février 2022, intervient dans un contexte de dégradation de la situation sécuritaire du pays. Malgré les déclarations de l'armée malienne qui évoquait à la mi-février une « débandade » des djihadistes, les derniers événements nuancent largement ces propos.

Une situation sécuritaire largement dégradée

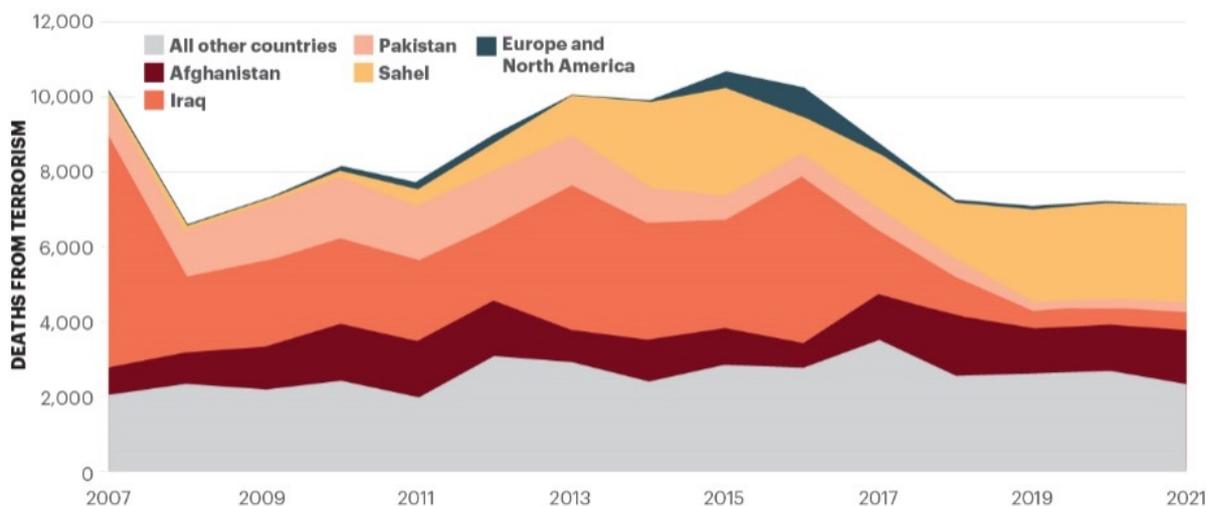
« Les Forces armées maliennes (FAMa) continuent de consolider les acquis opérationnels face à des terroristes de plus en plus fébriles, en débandade ». C'est par ces mots que les FAMa ont présenté³, le 22 février dernier, la situation sécuritaire au Mali. Le ton victorieux adopté par la junte militaire n'est pas nouveau, on le retrouve dans de nombreux communiqués récents.

Ces déclarations peuvent surprendre alors même que le pays est confronté depuis quelques semaines à une multiplication des attaques. Après la base de Mandoro (centre), c'est celle de N'tahaka (située à 50 kilomètres de Gao) qui a été attaquée le 7 mars⁴. Le même jour, un convoi logistique de la Minusma (Mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali) a été ciblé au nord de Mopti (centre). Puis, ce sont les postes militaires de Tessit (est) et Bonni (centre) qui ont été à

leur tour visés le 21 mars. 37 terroristes auraient alors été neutralisés et 16 soldats maliens auraient été tués⁵.

Mais cette dégradation sécuritaire n'est pas propre aux dernières semaines. D'après le rapport de l'Institute for Economics & Peace⁶, le pays occupe en 2021 la septième place des pays les plus touchés par le terrorisme (il est notamment précédé de l'Afghanistan, du Burkina Faso, de la Somalie et du Nigéria) et son empreinte ne cesse de croître : le nombre de victimes est passé de 393 en 2020 à 574 en 2021 (soit une augmentation de 46%). Cela s'explique notamment par la présence de groupes terroristes extrêmement dynamiques. C'est le cas du GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)⁷, qui a récemment revendiqué l'attaque de la base de Mandoro, que l'institut classe comme le groupe terroriste avec la plus forte croissance sur cette période (le nombre de ses victimes aurait augmenté de 69% par rapport à 2020).

Deaths from terrorism, 2007–2021



Source: Dragonfly TerrorismTracker, IEP calculations



C'est ce que relevait déjà le chercheur Mathieu Pellerin dans une note publiée en février 2022⁸. Il faisait ainsi état d'une pression particulièrement forte dans les régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro, qui faisait craindre « une menace nouvelle pour le Mali, celle d'un encerclement progressif de Bamako » qui pourrait engendrer « un embargo qui plongerait la capitale et sa population dans une situation économique (et donc sociopolitique) intenable ».

Une coopération difficile entre anciens partenaires qui a des conséquences opérationnelles fortes

Les tensions entre la junte malienne et ses anciens partenaires – la France en tête – sont venues aggravées cette situation sécuritaire déjà délicate. Plusieurs épisodes récents illustrent cette crise qui nuit à la lutte contre les mouvements djihadistes au Mali et pèse avant tout sur les forces maliennes.

L'attaque de Mandoro est symptomatique de cette situation. L'attaque qui a eu lieu le 4 mars 2022 a fait 27 morts dans les rangs des soldats maliens, 33 blessés, dont 21 graves et 7 portés disparus.

L'attaque de Mandoro est symptomatique de cette situation. L'attaque qui a eu lieu le 4 mars 2022 a fait 27 morts dans les rangs des soldats maliens, 33 blessés, dont 21 graves et 7 portés disparus⁹. Selon l'armée malienne, 70 assaillants auraient été neutralisés. Au cours de cette opération, les forces maliennes n'ont pas pu demander l'appui aérien de Barkhane (qui reste toujours active jusqu'à son départ définitif du Mali) puisque le camp se trouve dans une zone où il a été demandé à Barkhane de ne pas opérer, sûrement à cause de la présence de mercenaires de la SMP Wagner¹⁰.



Cela a également été le cas lors des attaques intervenues début mars dans la région de Ménaka, notamment à Tamalat, Ichinanane, Anderazmboukane et Ekarfane. Profitant du départ des forces françaises du Mali, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a lancé ces dernières semaines une puissante offensive contre les mouvements touareg (MSA)¹¹ qui sont laissés seuls par l'armée malienne (occupée au centre du pays) et ne peuvent plus s'appuyer ni sur Barkhane ni sur la

Minusma¹².

D'autres événements ont également mis directement en danger les Casques bleus de la Minusma. En novembre 2021, alors que l'arrivée de la SMP Wagner semblait se concrétiser, des soldats allemands ont été visés par des tirs venant d'une position tenue par l'armée malienne autour du Camp Castor (l'enquête est toujours en cours)¹³. Le 22 mars 2022, un des hélicoptères Mi-35 maliens a tiré six roquettes près de soldats britanniques¹⁴.

Des opérations troubles de l'armée malienne et de son nouvel allié

Dans ce contexte dégradé, l'armée malienne multiplie les offensives au centre et au sud du pays. Toutefois, le bilan de ces opérations est parfois discutable et de nombreuses zones d'ombre les accompagnent. Entre le 27 et le 31 mars dernier, la ville de Moura (centre) a été le théâtre d'une opération anti-djihadiste de l'armée malienne, soutenue semble-t-il par des militaires russes¹⁵. Au moins 300 personnes ont été tuées et plusieurs témoins confirment des exécutions de masse, visant des civils désarmés¹⁶. L'armée malienne récusé ces accusations et affirme que les victimes sont des « combattants des groupes armées terroristes ». Selon le bilan officiel, 203 terroristes auraient été neutralisés et 51 interpellés¹⁷.

Aujourd'hui encore, les autorités maliennes refusent l'accès à Moura à la Division des droits de l'homme de la Minusma, et promettent, face à la pression internationale, qu'une enquête sera menée par la justice militaire malienne. Sur cette question, l'entente entre le Mali et la Russie est forte et de plus en plus assumée. La déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU, rédigée par la France, qui demandait une « enquête indépendante » sur l'opération de Moura, a été rejetée par Moscou qui a, au contraire, félicité les Maliens pour leur « victoire importante contre la menace terroriste » et salué « l'opération militaire récente réussie dans le village de Moura ». Pour Moscou, cette opération est « mise en scène » par l'Occident qui cherche à « mettre l'accent sur la participation de Moscou dans des crimes de guerre »¹⁸.

Ces soupçons d'exactions ne sont pas isolés. Le 3 mars dernier, des habitants de la région de Ségou (centre) ont découvert au moins 35 corps près de la ville de Diabaly ; le 4 mars, une mission de l'ONU a ouvert une enquête sur ces meurtres ; le lendemain, l'armée a nié toute implication. L'ONG Human Rights Watch a rapporté le 15 mars que les forces gouvernementales avaient tué au moins 71 civils dans le centre et le sud-ouest du Mali depuis le mois de décembre et condamné « une nouvelle vague d'exécutions de civils ». Ces préoccupations sont partagées par l'expert des Nations unies

sur le Mali qui a déclaré, le 29 mars 2022, craindre de « graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire » par les forces maliennes¹⁹. La junte malienne au pouvoir réfute ces accusations et parle de « complot pour cacher les succès de l'armée malienne » comme l'a par exemple indiqué Fousseynou Ouattara, vice-président de la commission Défense du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif de la transition malienne²⁰.

Ces exactions sont parfois même utilisées dans la guerre informationnelle que mènent le Mali et la Russie au Sahel. C'est ce qui s'est passé à Gossi (nord) le 21 avril 2022. En effet, dans une démarche inédite, l'armée française a décidé de diffuser des images de mercenaires russes en train d'enterrer des corps près de la base de Gossi, dans le but selon elle d'accuser les Français d'avoir laissé un charnier derrière eux²¹. Dans cette vidéo, on peut voir des soldats de type caucasien s'affairer autour de cadavres qu'ils recouvrent de sable²².

Cette réponse fait suite à la diffusion sur Twitter d'un dénommé Dia Diarra, qui se proclame « ancien militaire » et « patriote malien ». Sur ce compte a été publiée une photo de cadavres floutés enterrés dans le sable, avec pour commentaire : « C'est ce que les Français ont laissé derrière eux quand ils ont quitté la base à #Gossi (...) on ne peut pas garder le silence sur ça ! ». Le transfert des bases de Ménaka et de Gao qui devrait intervenir au cours des prochains mois pourrait laisser, de nouveau, libre court à ce genre d'épisodes.

Une régression démocratique inédite

C'est dans ce contexte que la junte malienne a décidé, le 17 mars dernier, dans le cadre d'une répression sans précédent des médias étrangers, de suspendre les émissions des médias français RFI et France 24, les accusant de relayer de fausses informations sur les exactions supposées de l'armée malienne.

Selon l'expert Alioune Tine, fondateur du centre de réflexion Afrikajom Center, ce climat encourage toute forme de censure. Pour lui, « il est de plus en plus difficile d'exprimer une opinion dissidente sans courir le risque d'être emprisonné ou lynché sur les réseaux sociaux. Ce climat délétère a conduit plusieurs acteurs à l'autocensure, par crainte de représailles des autorités maliennes de la transition et/ou de leurs sympathisants »²³. Les commentateurs étrangers sont aussi régulièrement visés, comme a pu l'être le journaliste Wassim Nasr après ses chroniques sur le pays.

Cette régression démocratique s'exprime aussi sur le plan politique. Malgré la visite de l'envoyé de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour le Mali le 18 mars,

l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, le président intérimaire Goïta souhaite maintenir son calendrier prévu et propose une transition organisée sur vingt-quatre mois²⁴ (ce que refuse la CEDEAO qui a maintenu les sanctions contre le Mali et demandé l'organisation d'élections dans les douze à seize mois).

Ainsi, le pays semble poursuivre une tendance déjà à l'œuvre depuis plusieurs années (et renforcée depuis les récents coups d'État). The Economist Intelligence Unit – qui publie un indice de démocratie et évalue les pays selon soixante indicateurs couvrant plusieurs domaines, tels que les processus électoraux, le fonctionnement du gouvernement, les libertés civiles, ou encore la participation et la culture politique – jugeait en 2020 que le Mali était le pays, en Afrique de l'Ouest, le moins performant du classement. L'institut avait alors choisi de rétrograder le Mali de « régime hybride » à « régime totalitaire ». Entre 2019 et 2020, le pays a chuté de 11 places au niveau mondial (il se classait alors à la 111^e place sur 167²⁵) et cela s'est poursuivi en 2021 puisqu'il a chuté de nouveau pour atteindre la 119^e position²⁶.

Conclusion

Le départ de l'opération Barkhane, réclamé par une partie de plus en plus grande de la population malienne, intervient dans un contexte sécuritaire largement dégradé.

Les attaques se multiplient partout dans le pays et la réorganisation de l'État islamique au Sahel en province autonome devrait compliquer encore davantage la situation. Les tensions qui perdurent (voire s'aggravent) entre la France et le Mali ont des conséquences opérationnelles fortes qui pèsent avant tout sur les forces armées maliennes qui ont payé un lourd tribut au cours des dernières semaines.

En parallèle, le déploiement de militaires de la SMP Wagner se concrétise chaque jour un peu plus et leur présence sur le terrain, pas seulement celle de formateurs ou d'instructeurs comme la junte malienne a pu le laisser entendre au début de l'année, ne peut désormais être niée. Comme de nombreux spécialistes l'avaient craint, leur présence s'accompagne de nombreuses exactions sur les civils qui donnent lieu à des campagnes de désinformation, largement permises depuis la suspension de la diffusion des médias français RFI et France 24.

À la dégradation sécuritaire s'ajoute donc la régression démocratique. La junte malienne qui sait utiliser le ressentiment anti-français d'une partie de la population aura fort à faire pour garder son soutien dès lors que les troupes de Barkhane auront définitivement quitté le territoire. La multiplication des attaques et des exactions, cumulée aux répercussions de la guerre en Ukraine

sur les prix et les approvisionnements de denrées essentielles, ainsi que les sanctions de la CEDEAO forment un cocktail relativement explosif, qui nécessitera plus qu'une exacerbation du nationalisme pour être résolu.

1. « Choguel Maïga : "Notre gouvernement a compris que s'il ne compte que sur un seul partenaire, il pourra à tout moment être abandonné" », *Le Monde*, 18 octobre 2021 (consulté le 10 janvier 2022).
2. Les contours du nouveau dispositif au Sahel restent flous, des annonces étant attendues pour le mois de juin 2022.
3. « Lutte contre le terrorisme : Les FAMA maintiennent leur dynamique offensive sur le terrain », *Maliactu.net*, 3 mars 2020 (consulté le 15 avril 2022).
4. « Attaque terroriste à NTahaka, région de Gao. Bilan provisoire : 2 militaires tués et 9 terroristes neutralisés », *MaliJet*, 8 mars 2022 (consulté le 15 avril 2022).
5. « Mali : 16 soldats maliens tués dans deux attaques imputées aux jihadistes », *Franceinfo Afrique*, 23 mars 2022 (consulté le 15 avril 2022).
6. « Global Terrorism Index 2022 », *Institute for Economics & Peace*, mars 2022 (consulté le 15 avril 2022).
7. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (en abrégé GSIM ou JNIM) est une organisation militaire et terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, formée le 1^{er} mars 2017 pendant la guerre du Mali. Il naît de la fusion d'Ansar Dine, des forces d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans le Sahel, de la katiba Macina et de la katiba Al-Mourabitoune.
8. Mathieu Pellerin, « Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? », Notes de l'Ifri, *Ifri*, février 2022.
9. « Mali : 27 soldats tués dans une attaque djihadiste dans le centre », *Le Figaro*, 4 mars 2022 (consulté le 16 avril 2022).
10. Ibid.
11. Mouvement pour le salut de l'Azawad, issu de l'ex-rébellion.
12. « Plusieurs dizaines de combattants et de civils tués dans le nord du Mali », *France 24*, 11 mars 2022 (consulté le 16 avril 2022).
13. « Un hélicoptère d'attaque malien a tiré six roquettes près de Casques bleus britanniques », *Zone militaire*, 13 avril 2022 (consulté le 16 avril 2022).
14. Ibid.
15. « Massacre de Moura : au Mali, « l'autre Boutcha » des Russes », *L'Express*, 7 avril 2022 (consulté le 19 avril 2022).
16. « Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers », *Human Rights Watch*, 5 avril 2022.
17. « Moura : l'armée annonce des "terroristes neutralisés", la Minusma se dit "préoccupée" », *Afrik infos-mali.com*.
18. « Accusés de crimes de masse à Moura, Bamako et Moscou bloquent toute enquête indépendante », *Libération*, 10 avril 2022 (consulté le 20 avril 2022).
19. « CrisisWatch Tracking Conflict Worldwide », *International Crisis Group*, publié en mars 2022.
20. « Accusations d'exactions au Mali : « Un complot pour cacher les succès de l'armée malienne » », *RFI*, 17 mars 2022.
21. « Au Mali, l'armée française accuse le groupe Wagner de tentative de « décrédibilisation » », *Huffpost*, 22 avril 2022 (consulté le 22 avril 2022).
22. Interview de Wassim Nassr sur *France 24* le 22 avril 2022.
23. « Au Mali, la situation sécuritaire se dégrade dangereusement », *La Croix*, 9 mars 2022 (consulté le 15 avril 2022).
24. « Mali : une transition de deux ans maintient la junte, qui défie la Cedeao », *Le Monde*, 22 avril 2022 (consulté le 22 avril 2022).

2022).

25. « Democracy Index 2020 », [The Economist Intelligence Unit](#), février 2021.

26. « Democracy Index 2021 », [The Economist Intelligence Unit](#), février 2022.